

DROIT, ÉCONOMIE, GESTION

M2 | Parcours Droit des interventions publiques

Master | Droit public

- > Composante : Faculté de droit, d'économie et de gestion
- > Durée : 1 an
- > Crédits ECTS : 60 ECTS
- > Ouvert en alternance : Oui
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation en alternance, Formation professionnelle
- > Lieu d'enseignement : Angers
- > Campus : Campus St Serge

Présentation

Le Master 2 Droit des interventions publiques (DIP) vise à parfaire la maîtrise des problématiques et des outils liés à l'action publique. Le but de la formation est notamment de préparer aux métiers de la fonction publique et plus généralement à l'exercice professionnel en lien avec l'action des collectivités publiques ou des structures qui travaillent avec l'administration (associations et entreprises en particulier).

La formation est organisée en alternance entre périodes de cours à la Faculté et périodes de stage, tout au long de l'année, avec une dimension méthodologique adaptée à la préparation des concours. De plus, des projets tutorés permettent de se confronter à des questionnements pratiques et aux différents métiers du droit public. Le Master 2 permet aussi de développer ses compétences en recherche académique.

Objectifs

L'objectif du Master 2 Droit des interventions publiques est d'appréhender les évolutions du rôle de l'Etat et des différentes collectivités publiques. L'enjeu est également de donner une approche professionnalisante et de permettre une meilleure insertion professionnelle. Ainsi, les futurs diplômés vont acquérir une capacité de positionnement et une méthodologie propre aux études universitaires mais également apprendre à utiliser des outils qui assureront leur intégration dans l'environnement professionnel. Dans cette perspective, des praticiens interviennent dans la formation, qu'il s'agisse des cours ou de séminaires d'actualité.

Une préparation aux concours de la fonction publique est intégrée à la formation (mise en situation de concours, note de synthèse, oral). Des travaux font l'objet d'un accompagnement dans le cadre de projets tutorés avec une volonté d'avoir une approche transversale et pratique du droit (travail sur un dossier en cabinet d'avocat, cas pratique d'une collectivité, organisation de rencontres professionnelles pour l'insertion et l'orientation, etc...).

L'objectif est de former les futurs cadres des collectivités publiques, des entreprises publiques, du secteur de l'économie sociale et du secteur privé (associations et entreprises) ainsi que les conseils qui interviennent en droit public (avocats ou juristes).

La formation est organisée en alternance (15 jours de cours, 15 jours de stage) afin de compléter les enseignements par une expérience concrète (10 semaines de stage minimum sont nécessaires pour valider le M2).

Par ailleurs, une place est aménagée pour les étudiants qui souhaiteraient affermir la dimension de recherche académique de leur profil avec la possibilité de réaliser un mémoire de recherche théorique, assorti de périodes de stages et/ou d'activités en projet tutoré.

Savoir-faire et compétences

- Être capable d'analyser un problème juridique et d'y donner une réponse.
- Maîtriser les procédures de la commande publique, savoir rédiger et analyser un budget.
- Connaître les outils et les bases du management des ressources humaines.
- Acquérir une culture juridique et des méthodologies pour répondre aux questions de concours.
- Être en mesure d'appréhender les risques juridiques inhérents à la gestion publique.
- Connaître les différents régimes de responsabilité.
- Resituer l'action des administrations publiques au regard des enjeux contemporains (transition énergétique, développement durable, gouvernance, gestion des ressources humaines, contexte financier contraint).
- Être capable de mener des tâches diverses dans le cadre des stages.
- Connaître le positionnement de l'agent par rapport à l'élu.

Organisation

Aménagements particuliers

Possibilité de suivre la formation en deux ans.

Ouvert en alternance

Type d'alternance : Contrat d'apprentissage, Contrat de professionnalisation.

Admission

Conditions d'admission

En Master 2 :

1) Étudiants résidant dans un pays à procédure CEF :

[Candidatez directement via Campus France](#) (accès à partir du 1er octobre / questionnez Campus France pour connaître la date de clôture prévue dans votre pays)

2) Étudiants résidant dans un pays non CEF ; étudiants titulaires de diplômes étrangers et résidant habituellement en France (demande de validation d'études à remplir dans le dossier eCandidat) ; étudiants titulaires d'un MI Droit Public

ou Administration Publique ; étudiants titulaires d'un M1 d'une autre mention du type Droit Privé, Sciences Politiques, Économie ou Gestion (*demande de validation d'études à remplir dans le dossier eCandidat*) ; professionnels du secteur public (consulter d'abord la Direction de la Formation Continue de l'UA) :

[Candidatez via la plateforme eCandidat \(du 26 mai au 27 juin 2025\)](#)

Attention : sous réserve de places disponibles / les étudiants issus en interne du M1 Droit Public étant prioritaires.

NOTA :

Ce M2 est également accessible en alternance, c'est à dire soit en contrat de professionnalisation (niveau d'entrée M1, contactez le Service Commun d'Alternance et de Formation Professionnelle de l'UA), soit en contrat d'apprentissage (niveau d'entrée M1, contactez les responsables du Master).

Pré-requis obligatoires

Avoir une bonne connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'État et des collectivités territoriales.
Disposer d'une bonne culture juridique et de méthodologies adaptées.

Et après

Poursuite d'études

Possibilité d'inscription en doctorat

Insertion professionnelle

- Concours de la fonction publique
- Travail dans différents domaines/services (urbanisme, marchés, finances, gestion des ressources humaines)
- Cabinet des exécutifs locaux
- Chargé de mission
- Contractuel dans une collectivité, un établissement public ou une entreprise publique locale
- Juriste en association ou en entreprise
- Consultant
- Avocat

Infos pratiques

Contacts

Responsable pédagogique M2

Fabien Tesson

✉ fabien.tesson@univ-angers.fr

Responsable pédagogique M2

Pierre Brossard

✉ pierre.brossard@univ-angers.fr

Contact administratif

Scolarité M2 Droit

✉ m2droit@contact.univ-angers.fr

Contact administratif

Apprentissage

✉ alternance.deg@univ-angers.fr

Contact administratif

Contrat pro.

✉ formationpro@univ-angers.fr

Autre(s) structure(s) partenaire(s)



Lieu(x)

📍 Angers

Campus

🏠 Campus St Serge

Programme

Organisation

[Maquette des enseignements du Master 2 Droit des interventions publiques \(année 2024-2025\)](#)

[Composition du Jury de Diplôme de M2 \(2024-2025\)](#)

SEMESTRE 1

Organisation territoriale

Rappel des fondamentaux de la décentralisation et de la question de la répartition des compétences des collectivités territoriales.

Enseignement sur les grands enjeux de l'organisation de l'Etat : l'administration territoriale de l'Etat et son rôle.

Intervention économique des collectivités publiques

Il s'agira de faire un point sur l'actualité contentieuse de l'intervention économique des collectivités publiques et de montrer les évolutions de ses modes d'action.

Méthodologie

De la méthodologie de concours et un projet tutoré apportent des compétences techniques.

Des modules sur l'intercommunalité, le développement durable et les risques viennent compléter la formation dans l'objectif d'appréhender de façon globale les questions liées à l'action publique. Des visites sur le terrain avec examen de cas concrets sont organisées.

SEMESTRE 2

Les moyens de l'action locale

La question des ressources humaines est aujourd'hui un enjeu essentiel pour les collectivités. Ce module rappellera certaines grandes règles du statut et présentera des outils de management de ces ressources. La commande publique ainsi que les politiques contractuelles liant l'Etat aux collectivités seront également analysées.

Préparation au concours

Professionnalisation

Stage (en alternance) ou Mémoire de recherche et stage ; projet tutoré.

Des cours de finances publiques et sur les enjeux pratiques de développement local et économique complèteront la formation.

Une épreuve de grand oral permet de vérifier la bonne appréhension globale des différents enseignements.

M2 | Parcours Droit des interventions publiques

S3

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 : Unité fondamentale	UE				20 crédits
UE1-1 : Organisation territoriale	UE				8 crédits
Actualité et compétences des collectivités territoriales	Matière	15h	5h		
Les grands enjeux de l'organisation de l'Etat	Matière	10h	5h		8 crédits
UE1-2 : Le cadre de l'intervention économique des collectivités publiques	UE				5 crédits
Intervention économique des collectivités publiques	Matière	15h	5h		5 crédits
Séminaires d'actualité	Matière		8h		
UE1-3 : Méthodologie	UE				7 crédits
Mises en situation concours	Matière		7,5h		
Méthodologie du mémoire	Matière		2h		
Préparation aux concours : note de synthèse	Matière		15h		3 crédits
Stage court	Matière		7,5h		3 crédits
Projet tutoré	Matière		12,5h		3 crédits
Anglais	Matière		7,5h		1 crédits
Espagnol	Matière		7,5h		1 crédits
UE2 : Unité complémentaire	UE				10 crédits
UE2-1 : Enjeux territoriaux partie 1	UE				10 crédits
Intercommunalités et coopérations territoriales	Matière	10h	5h		4 crédits
Collectivités et transition écologique et solidaire	Matière	15h	5h		3 crédits
Risques et collectivités territoriales	Matière	15h	5h		3 crédits
UE2-2 Professionalisation renforcée (pour l'alternance)	UE				
Ateliers de partage d'expérience	Matière	10h			

S4

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE3 : Unité fondamentale	UE				25 crédits
UE3-1 : Les moyens de l'action locale	UE				8 crédits
Politiques contractuelles et commande publique	Matière	20h	5h		4 crédits
Ressources humaines et management	Matière	20h	5h		4 crédits
UE3-2 : Préparation aux concours	UE				3 crédits
Mises en situation concours	Matière		7,5h		
Préparation aux concours : oral	Matière		15h		2 crédits
Anglais	Matière		7,5h		1 crédits
Espagnol	Matière		7,5h		1 crédits
UE3-3 : Professionnalisation	UE				14 crédits
Séminaires d'actualité	Matière		7h		
Oral de synthèse	Matière				2 crédits
Stage court	Matière		7,5h		3 crédits
Projet tutoré	Matière		12,5h		3 crédits
Stage	Matière				9 crédits
Mémoire	Matière				9 crédits
UE4 : Unité complémentaire	UE				5 crédits
UE4-1 : Enjeux territoriaux partie 2	UE				5 crédits

Finances publiques, tarification	Matière	15h	5h	3 crédits
Enjeux pratiques de développement local et économique	Matière	5h	5h	2 crédits
UE4-2 Professionalisation renforcée (pour l'alternance)	UE			
Ateliers de partage d'expérience	Matière	10h		